

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18701 - 73ÈME ANNÉE

38 millions d'euros de plus de l'État pour les industries sucrières outre-mer

Dernière occasion de sauver la filière canne-sucre



Le versement d'une aide annuelle d'État de 38 millions d'euros jusqu'en 2020 donne un sursis de trois ans à la filière canne-sucre. Cette période sera-t-elle utilisée pour créer les conditions nécessaires à la survie de ce secteur dans une économie mondialisée ? La canne à sucre assure un emploi à 18.000 personnes à La Réunion.

Le 12 décembre 2016, la Commission européenne a notifié à la France qu'elle validait le système d'aide d'État destiné à la filière canne-sucre des Outre-mer. Le décret transposant cette mesure dans le droit français a été publié le 10 mai au Journal officiel. C'est donc une des dernières mesures du quinquennat Hollande qui a été rendue publique par un communiqué du ministère des Outre-mer diffusé après que le gouvernement ait remis sa démission au président de la République. Il a donc fallu attendre 6 mois pour que cette question aussi importante soit traitée par Paris.

Un cadre pour 3 ans

Cette mesure fixe un cadre qui reste précaire pour la filière canne-sucre. Elle donne le droit à une subvention supplémentaire de 250 euros par tonne de sucre produite, alors que le différentiel de compétitivité avec le sucre fabriqué en Europe est estimé à 272 euros. Au total, les industriels des Outre-mer toucheront tous les ans 38 millions d'euros jusqu'en 2020, bien que les surcoûts estimés sont de 41,5 millions d'euros par an. La limitation de l'enveloppe a pour but d'éviter toute « surcompensation », écrit la Commission européenne dans sa décision. L'autorisation donnée à l'État va jusqu'en 2020, et court donc sur quatre campagnes sucrières. Si la Commission européenne a donné son accord, c'est parce qu'elle a des éléments qui lui permettent d'être sûre que la production sucrière n'augmentera pas dans les Outre-mer. Cela remet en cause l'objectif qui avait été longtemps affiché d'atteindre une récolte annuelle de 2,5 millions de tonnes de cannes à sucre, afin d'être capable de produire 300.000 tonnes de sucre pour arriver au niveau du quota alloué.

Augmenter le prix de la canne à sucre

Les discussions continuent de se poursuivre pour fixer le prix de la

canne à sucre. La coupe doit commencer dans deux mois, et les revendications des planteurs se heurtent à celles des industriels. Les planteurs veulent en effet augmenter un prix de la canne à sucre qui n'a pas bougé depuis plus de 20 ans. Pendant cette période, le coût de la vie a connu une hausse, tout comme celui des produits nécessaires à la culture de la canne. Par ailleurs, le versement d'une recette bagasse de 12,30 euros par tonne de cannes livrée ne fait en effet pas partie de ce prix. C'est en effet une prime qui n'est pas payée par les industriels mais au final par les usagers d'EDF. Rappelons que pour leur part, les usiniers ne paient pas l'électricité et bénéficient également gratuitement de la vapeur en échange de la bagasse qu'ils envoient vers les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge. Autrement dit, leur facture énergétique est prise en charge en grande partie. Ce n'est pas le cas des planteurs qui doivent passer à la caisse pour acheter le carburant de leurs véhicules.

Tout mettre sur la table

Dans cette négociation, les industriels disposent de tous les atouts. Ce sont en effet eux qui commercialisent le sucre. Ils connaissent donc la quantité de sucre qui leur a été commandée, et à quel prix. Dans l'industrie agro-alimentaire, les contrats d'approvisionnement courent souvent sur plusieurs années. C'est le cas notamment à côté de La Réunion, à Maurice. Les usines mauriciennes ont en effet la garantie d'écouler une partie de leur production à un prix garanti auprès de Crystal Union et British Sugar, deux concurrents de Tereos. De plus à Maurice, le Syndicat du sucre publie chaque année un rapport où sont détaillés les recettes obtenues pour chaque produit de la canne, avec même la répartition par pays vers lequel cette marchandise est exportée. Tereos Océan Indien, propriétaire des deux usines à La Réunion, met-il ces données sur la table ou demande-t-il à ses interlo-

cuteurs de le croire sur parole ?

3 années décisives

Dans le monde, les besoins en sucre sont amenés à augmenter. C'est une des conséquences de la hausse de la population, et de la diffusion d'un mode de vie occidental dans d'anciennes colonies qui sont devenues des pays émergents, moteurs de la croissance économique mondiale. Dans ces conditions, le marché augmente. La fin des quotas permet aux usines européennes de produire à plein régime, mais sera-t-elle suffisante pour fermer toute possibilité de vente au sucre réunionnais ? Comment imaginer qu'avec ces conditions, il soit plus difficile de vendre du sucre dans le monde ?

L'application de la décision de la Commission européenne donne un sursis de trois ans à la filière canne-sucre. Rien ne dit que l'aide sera reconduite à partir de 2021, car les États de l'Union européenne vont entrer en négociation pour définir une nouvelle politique agricole commune. Cette PAC se fera dans un contexte inédit, marqué par le départ de la Grande-Bretagne. Le sursis accordé sera-t-il mis à profit pour imaginer un nouveau mode de commercialisation du sucre permettant de se passer de cette aide ?

Plus que jamais, la transparence sur les revenus tirés de la canne à sucre est nécessaire pour sauver une filière qui emploie 18.000 personnes à La Réunion.

M.M.

Edito

Faire entendre la voix de la responsabilité des Réunionnais

« Je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français. Tout ce qui concourt à la vigueur de la France et à sa prospérité sera mis en œuvre. Le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée. La culture et l'éducation, par lesquelles se construit l'émancipation, la création et l'innovation seront au cœur de mon action. » : dans son discours d'investiture, Emmanuel Macron a confirmé qu'il appliquera son programme sans dévier.

La feuille de route du nouveau président de la République est claire. Il compte changer le Code du travail en utilisant le moyen des ordonnances pour aller plus vite. La modification du Code du travail vise à aller plus loin que ce qui a été fait sous la mandature de François Hollande. Les protections des travailleurs contre les licenciements et la capacité de résistance des syndicats seront diminuées. Le but est d'éviter que le débat puisse s'installer comme cela avait été le cas lors de la loi El-Khomri. Tout serait alors voté avant que la contestation puisse s'organiser. Pour l'Outre-mer, Emmanuel Macron a également fait part de sa volonté d'organiser rapidement des assises. Sur ce point, le nouveau président de la République montre une différence avec son prédécesseur. En effet, le texte sur l'égalité réelle outre-mer est une des dernières lois votées pendant le quinquennat de François Hollande.

Pour ces deux questions, il est essentiel que la voix des Réunionnais soit entendue. Notre île a un taux de chômage trois fois plus important qu'en France. Toute mesure facilitant les licenciements va encore accroître la précarité des tra-

vailleurs. Concernant les outre-mer, la grève générale en Guyane a illustré l'échec des politiques menées par le précédent gouvernement. Des députés sortants tentent d'échapper à ce bilan en cherchant à changer d'étiquette. En 2012, ils s'affichaient à côté de la photo de François Hollande. Aujourd'hui, ils ne font plus référence au PS et se revendiquent de la majorité d'Emmanuel Macron.

Des élus, qui à l'Assemblée nationale ou en tant que ministre, sont responsables de ce bilan ne pourront pas faire entendre la voix des Réunionnais. Au cours des 5 dernières années, ils ont en effet montré qu'ils défendaient les intérêts du gouvernement et pas ceux des Réunionnais. Un enjeu des élections législatives est le renouvellement du personnel politique. Pendant 5 ans, les Réunionnais n'avaient pas de député communiste, et ils n'ont pas pu se faire entendre à l'Assemblée nationale. Le prochain scrutin est l'occasion de changer cette situation en élisant des députés communistes à La Réunion, afin que la revendication de la responsabilité des Réunionnais puissent être portée au plus haut niveau.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Les scientifiques tirent à nouveau la sonnette d'alarme

La coopération pour relever le défi de l'adaptation au changement climatique

Actuellement se tient à Bonn une conférence internationale sur le climat, préparatoire à la COP23 qui se déroulera à la fin de l'année dans la ville allemande. À cette occasion, les scientifiques ont de nouveau attiré l'attention sur l'accélération des effets du changement climatique et appelé à la coopération pour relever les défis de l'adaptation.

Les scientifiques réunis à Bonn la semaine dernière ont mis en garde contre l'accélération des impacts climatiques dans le monde et ont appelé à une observation régionale accrue et de meilleure qualité pour aider les populations locales à résister aux changements climatiques grâce à l'aide de prévisions et de modélisation plus précises.

Ceci est particulièrement important étant donné que la température moyenne mondiale actuelle affecte différentes régions de différentes façons. Les modèles climatiques mondiaux fournissent d'importantes projections mais couvrent généralement de vastes régions englobant différents paysages, chacun avec un potentiel variable d'inondations, de sécheresses ou autres événements extrêmes.

Le Conseil de l'Arctique rapporte que l'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. En Afrique, alors que des régions sont déjà confrontées à de sévères sécheresses, encore plus sont prévues, bien qu'il soit possible que la Corne de l'Afrique subisse des précipitations accrues d'ici la fin du siècle.

Étant donné que les différences

dans les projections climatiques régionales sont importantes, il est essentiel de mettre à jour les politiques d'adaptation et de risque de catastrophe selon les scénarios de risques régionaux en Afrique, selon le Centre africain pour les applications météorologiques pour le développement.

Les participants au Dialogue scientifique de Bonn ont convenu de continuer à développer des activités adaptées à la région et d'avancer et de coordonner les données scientifiques et l'application de la modélisation climatique régionale par le biais de partenariats mondiaux.

Ces partenariats comprennent: Les centres climatiques régionaux de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui soutiennent les membres de l'OMM à produire des prévisions régionales à long terme et renforcent leurs capacités à répondre aux besoins nationaux en matière d'information climatique. L'OMM mène plusieurs activités par le biais desquelles elle aide les nations à développer leurs capacités grâce à des infrastructures techniques et institutionnelles.

La Coordinated regional climate downscaling experiment (CORDEX) du Programme mondial de re-

cherche sur le climat, qui fournit un cadre internationalement coordonné pour améliorer les projections climatiques régionales.

Le Centre de services scientifiques de l'Afrique de l'Ouest sur les changements climatiques et une utilisation des terres adaptées (WASCAL), un centre de services climatiques de 10 pays chargé de renforcer l'infrastructure et les capacités de recherche en Afrique en Afrique de l'Ouest.

En coordonnant les données scientifiques climatiques régionales grâce à ces partenariats, les experts espèrent mieux comprendre les phénomènes climatiques régionaux, améliorer les prévisions climatiques et diminuer la vulnérabilité des régions aux changements climatiques. Les données climatiques régionales sont importantes pour les plans nationaux d'adaptation, les mesures d'atténuation et les décisions visant à remédier aux pertes et préjudices causés par les risques liés au changement climatique.

In kozman pou la rout

« I bingn pa san mouyé ! »

Mi souvien, moin la antann kozman-la dann la boush in vyé madam, dopi so tan-la, la fine pass l'ot koté la vi. Alors, vyé madam-la, l'avé in jene fiy èl té i protèj bien é in zour la jene fiy la tonm an amour pou in garson é konm zot i koné : konm i di, dabor i agard avèk lo zyé, épi i pous in pé pli loin lo z'afèr, dabor i frékant épi i anfant. Sa sé in règloman natirè ! Si tèlman k'in zour la fiy i romark son moi i ariv pa é dizon toutsuit èl lété an voi d'famiy. Lo vyé madam la fé pou romark lo kozman moin la mark an-o la. Dopi s'tan-la, dolo la fine koul dsou lo pon, sé dir si lo tan la fine pasé é moin l'aprè domandé si kozman-la, i aplik dann d'ot ka. Mi pans ké oui, donk nana in moralité é ni pé ékri nout provèrb konm mi sa mark toutsuit-la : « Afors bégné i fini par mouyé. ». Alé ! Mi lèss azot kass z'ot koko d'tète la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Conséquences du changement climatique sur l'Afrique

Réchauffement supérieur à la moyenne dans notre région

Le continent africain connaît un réchauffement des températures plus important que la moyenne mondiale. Cela a d'importantes conséquences alors que la population va continuer à augmenter.

L'Afrique, l'une des masses terrestres les plus chaudes de la planète, connaît également un réchauffement supérieur à la moyenne mondiale. Les résultats suivants ont été présentés à Bonn: 2010 a été l'année la plus chaude enregistrée en Afrique, à 1,4 degrés Celsius au-dessus des niveaux pré-industriels. La même année, la moyenne mondiale était de 0,7-0,8 degrés (Info: Le Centre africain pour les applications météorologiques pour le développement).

Certaines régions d'Afrique verront une baisse de 8 à 14% des précipitations au cours de ce siècle, et d'autres régions pourraient voir plus de pluie.

Les estimations indiquent que Madagascar, Maurice et La Réunion connaîtront des saisons des pluies moins arrosées. La sécheresse risque donc de s'installer.



Conséquences du changement climatique sur l'Arctique

La fin de la banquise dans moins de 25 ans

Les régions polaires subissent un réchauffement plus important que la moyenne. Dans l'hémisphère Nord, la banquise disparaîtra à la fin des années 2030.

L'es experts du Conseil de l'Arctique ont noté à Bonn que:

La banquise pourrait disparaître de l'océan arctique dès la fin des années 2030, d'ici seulement deux décennies. La banquise dans l'océan Arctique a déjà diminué de 65% depuis 1975.

Au cours des 5 dernières années, le Groenland a perdu en moyenne 375 gigatonnes de glace par an, soit l'équivalent d'un cube de glace mesurant 7,5 km de côté.

Les glaciers arctiques subissent une

fonte très importante, dont il est prévu qu'elle contribue à environ 25 centimètres de l'élévation du niveau de la mer d'ici la fin du siècle selon les tendances actuelles des émissions.

Les sols arctiques détiennent environ 50% du carbone mondial stocké dans le sol dans le pergélisol. La décongélation du pergélisol devrait contribuer de manière significative aux futures émissions de gaz à effet de serre.



Oté

I vo myé ou i komans par rogard sou out soulyé

Mon léktèr d'abitid, i koné bien mi méfyé bann moun i prétan zot i lav pli blan ké blan. Pars l'istoir i amontr anou, désèrtin moun i donnléson lé zot, i prétan na poin arien pou roproush azot. Moin pèrsonèl la fine viv dé z'ané é dé z'ané, mi koné nan désèrtin moun sé dé saint, mé mi koné osi-konm loprèt i di-toulmoun lé péshèr, pa péshèr la golete, mé péshèr de'péshé. Alor, san vouloir donn loson pèrsone, pou moin i fo z'ète modès pars la modésti la pa in vilin défo, an kontrèr sré plito in kalité.

Pou kosa mi di sa ?

Pars dopi mésyé Macron la gingn zéléksyon nana in l'ékip i travaye avèk li, l'aprè shoizi son bann kandida pou zéléksyon. Alor zot i koup, zot i transh, zot i gard dann kazyé zidisyèr lé z'inn épi lé z'ot. Zot i mark in nom, zot i éfas in n'ot, zot i pibliye in lis épi in n'ot. Lé bon pou sa mèm mé konm moin nana in pé l'èspèryans, mi koné l'èspri d'makrotaz sé in n'afer lé p arar konm korn lapin, an kontrèr. Sanm pou moin, kan zot sar fine fé z'ot llis, nana inndé zournal bien informé, é anplis la ramas dosyé dsi lé z'inn é dsi lé z'ot i tard ar pa mète, konm i di, lo momon désèrtin dann solèy.

In pé i sava ziska di, in moun la fé in l'aksidann la rout lé pa bon pou z'ète kandida dann in zéléksyon . Zot i trouv pa in pé i pous in pé lo boushon tro loin. Zot i pans pa ké, an parmi lo bann triyèr d'kandida, lé riskab an avoir inn-dé lé pa si prtop ké zot i vé fer kroir d'moun ? Alor, mazine in pé kosa va éspasé. Sar pi in guèr d'program, sar in guèr d'moralité é la-dan, kan ou i rant, ou i koné pa koman ou i sort. Majine in kou ou klla fé pass in bon moné la frontyèr san déklaré ! Imazine ankor ou nan in kazyé prop, mé in vi sakl, alors plito ké mète la proprété, lé riskab mète la salté in pé partou.

Mi koné pa si zot lé konm moin, mé mi rodré plito la kapasité d'in moun, son z'idé, ké lo pti détaye i kol pa danns on vbi. Dan touléka, moin nana in bon konsèy pou toulmoun : si ou i san in mové l'odèr, oi vo myé, avann kozé, ou i rogard si la shoz an késtyon la pa sou out pyé. In konsèy saz !

Justin